

qu'aucun de mes collègues tant du Haut que du Bas-Canada. (Ecoutez !)

L'HON. M. HOLTON et M. BELLE-ROSE se lèvent presque en même temps.

L'HON. M. L'ORATEUR—La parole est à M. BELLEROSE.

M. BELLEROSE—M. le PRÉSIDENT :—  
 Avant de donner mon vote sur la grande question qui occupe maintenant cette hon. chambre, je crois que je dois à mes commettants, et que je me dois à moi-même de dire quelques mots sur cette importante mesure, et de répondre à quelques-uns des arguments spécieux en apparence, mais au fond tout à fait futiles des hon. messieurs de la gauche. Signaler toutes les difficultés qui menacent depuis quelques années d'enrayer le char de l'Etat, faire l'histoire de toutes les crises qu'ont eu à traverser les diverses administrations qui se sont succédées dans ces derniers temps, rappeler l'état d'anarchie qui menace déjà depuis longtemps de rendre impossible toute législation, seraient peines inutiles et temps perdu, lorsque de tous côtés il n'y a qu'une voix pour reconnaître la triste position dans laquelle se trouve la province, et la pressante nécessité de trouver un remède aux maux qui menacent l'avenir de notre pays. Ça été, M. le PRÉSIDENT, pour répondre à l'appel que tout un peuple faisait au patriotisme de ses hommes d'Etat, en les conjurant de chercher le remède qui pourrait guérir notre société politique de la cruelle maladie qui menaçait son existence, que les membres de l'administration actuelle, oubliant le passé, mettant de côté leurs dissidences politiques, s'unirent pour chercher le grand remède dont nous sommes actuellement à discuter l'efficacité. Ces hon. messieurs ont bien mérité du pays, et je suis heureux de profiter encore de cette circonstance pour les remercier et les féliciter des beaux et nobles sentiments de patriotisme dont ils ont donné, dans cette circonstance, une preuve non équivoque au peuple, qui ne manquera pas de leur en tenir compte. J'ai déjà eu occasion, au commencement de cette session, d'exposer mes vues sur le plan général de la confédération que le gouvernement vient de soumettre à la considération de cette chambre. Je vous ai fait connaître, M. le PRÉSIDENT, que je n'hésitais pas du tout à me déclarer favorable à cette union, mais que je désirerais, s'il était possible, que certaines résolutions fussent amendées. Il est donc inutile pour moi de revenir sur ce sujet, et je passe à l'examen des arguments des adver-

saires du plan. On a dit, et l'hon. député d'Hochelaga (M. A. A. DORRION) l'a dit, je crois, "que le peuple n'avait pas eu occasion de faire connaître ses opinions sur cette mesure importante." Quand on jette un coup-d'œil sur tous les événements des derniers six mois, quand on examine les faits et gestes, et qu'on se rappelle les faussetés et les mensonges qui ont été débités par les ennemis de la confédération, on en vient à une toute autre conclusion que celle à laquelle sont arrivés l'hon. député d'Hochelaga et ses amis. A peine la dernière session était-elle terminée, que les adversaires du gouvernement actuel se mettaient en campagne, non pas pour discuter franchement et loyalement la promesse de l'administration de chercher, dans la fédération des Canadas ou de toutes les provinces britanniques de l'Amérique du Nord, un remède à nos difficultés sectionnaires, mais, au contraire, avec la résolution bien arrêtée de travailler vaillamment à écraser la coalition; et depuis qu'avons-nous vu? Des hommes qui, depuis nombre d'années, consacrent leurs plumes à miner le catholicisme et à vilifier ses ministres, qui depuis longtemps cherchent à détruire chez nos nationaux l'attachement à leurs institutions, sauvegarde de notre nationalité; des hommes qui, dernièrement encore, lançaient devant le public des écrits sur le rationalisme, que nos évêques ont condamné; oui, nous avons vu ces mêmes hommes, épris tout-à-coup d'un prétendu zèle sans borne pour nos institutions, notre religion, notre clergé, se mettre en chemin, parcourir, sans en être requis, nos campagnes, suppliant tous ceux qui tenaient à leur nationalité de les suivre dans leur croisade, leur faisant voir dans l'adoption du plan du gouvernement l'anéantissement de leur religion, le massacre de leurs bons pasteurs, et la ruine du peuple par les taxes écrasantes dont il était menacé; le conjurant de se hâter de protester contre cet affreux plan de confédération qui devait le ruiner et l'anéantir. Qu'avons-nous vu encore? Une presse échelevée, se proclamant la protectrice du peuple, jetant l'injure, l'insulte et la boue à la face des membres de l'administration actuelle, calomniant quelques-uns de ses membres, mais les méprisant tous, présentant les ministres Bas-Canadiens comme autant d'hommes prêts à vendre le Bas-Canada pour un vil intérêt, pour un portefeuille de ministre,—publiant contre le projet de la confédération des écrits dont ils attribuaient la paternité à des